

Unité départementale de la Marne  
Parc Technologique Henri Farman  
10 rue Clément Ader  
BP 177  
51685 REIMS

REIMS, le 03/01/2023

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/11/2022

### Contexte et constats

Publié sur  GÉORISQUES

#### OMYA SAS

6 rue Pierre Semard  
51240 OMEY

Références : FR0000000000000222  
Code AIOT : 0005701723

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/11/2022 dans l'établissement OMYA SAS implanté RUE SIMONE VEIL 51240 OMEY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OMYA SAS
- RUE SIMONE VEIL 51240 OMEY
- Code AIOT : 0005701723
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Oui

La société OMYA SAS est autorisée par arrêté préfectoral complémentaire du 20 janvier 2020 à exploiter une installation de broyage, concassage, criblage, traitement, ensachage de carbonate de calcium.

L'installation est soumise au système d'échange de quotas d'émissions de GES (SEQE) pour son activité de combustion de combustibles dans des installations dont la puissance calorifique totale de combustion est supérieure à 20 MW. A ce titre, l'exploitant doit déclarer chaque année ses émissions de CO2 et ses niveaux d'activité de l'année précédente. Ces déclarations sont effectuées

sur la base d'un Plan de Surveillance des émissions et d'un Plan Méthodologique de Surveillance des niveaux d'activité approuvés par le préfet.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Cohérence du plan de surveillance version 1 par rapport à la réalité de l'installation
- Cohérence du plan méthodologique de surveillance version 3 par rapport à la réalité de l'installation

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) Autre information	Autre information
3	Découpage des sous-installations	Règlement européen du 19/12/2018, article Règlement 2019/331 article 8	/	Sans objet
4	Sources de données	Règlement européen du 19/12/2018, article Règlement 2019/331 article 7 + ANNEXE VII point 4.4 / 4.5 / 4.6)	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	cohérence du PDS	Règlement européen du 19/12/2018, article Règlement européen du 19/12/2018, article Règlement 2018/2066 de la Commission article 5 - Exhaustivité	/	Sans objet
2	Statut risque important de fuite de carbone des sous -installations	Décision d'exécution du 15/02/2019, article règlement d'exécution 2019/708 de la Commission article 1 et annexe	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Le découpage des sous-installations et les niveaux de méthodes renseignés dans le Plan Méthodologique de Surveillance version 3 ne sont pas cohérents avec la réalité de l'installation. D'autre part, le calcul du niveau d'activité de la sous-installation chaleur mesurable se base sur la quantité de combustible consommée et son PCI (Pouvoir Combustible Inférieur), sans prendre en

compte le rendement des appareils. Le calcul n'est donc pas conforme au règlement d'exécution 2018/2066 de la commission et le niveau d'activité est surévalué.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : cohérence du plan de surveillance des émissions par rapport à la réalité de l'installation.

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 19/12/2018, article Règlement 2018/2066 de la Commission article 5 -Exhaustivité
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, SEQE – Emissions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La surveillance et la déclaration sont exhaustives et couvrent toutes les émissions de procédé et de combustion provenant de l'ensemble des sources d'émission et des flux liés aux activités énumérées à l'annexe I de la directive 2003/87/CE et aux autres activités incluses en application de l'article 24 de cette directive, ainsi que les émissions de tous les gaz à effet de serre indiqués en rapport avec ces activités, tout en évitant une double comptabilisation. Les exploitants et les exploitants d'aéronefs prennent des mesures appropriées pour éviter toute lacune dans les données au cours de la période de déclaration
<b>Constats :</b> L'installation a pour activité le broyage, concassage, criblage, traitement, ensachage de carbonate de calcium. L'exploitant a expliqué que les différentes étapes de la production se déroulent à des températures inférieures ( $\leq 155^{\circ}\text{C}$ ) à la température nécessaire à la réaction de décarbonatation du carbonate de calcium. Lors de la visite, aucun flux ou source d'émission de GES supplémentaire à ceux identifiés dans le PDS version 3 n'a été identifié.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 2 : Statut risque important de fuite de carbone des sous -installations

<b>Référence réglementaire :</b> Décision d'exécution 2019/708 de la Commission article 1 et annexe
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, SEQE – Activité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les secteurs et sous-secteurs énumérés en annexe sont considérés comme exposés à un risque de fuite de carbone durant la période allant de 2021 à 2030.
<b>Constats :</b> Le code NACE 2399 « Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques n.c.a. » affecté à la production de l'installation fait bien partie des secteurs et sous-secteurs considérés comme exposés à un risque de fuite de carbone. Ces secteurs et sous-secteurs sont listés par leur numéro NACE en annexe du règlement d'exécution 2019/708 de la Commission précité. Le statut de sous-installations exposées à un risque de fuite de carbone renseigné dans le plan méthodologique de surveillance des niveaux d'activité est fondé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Découpage des sous-installations

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement 2019/331 article 10 point 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, SEQE – Activité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 10 – Division en sous-installations 1. Aux fins de la communication des données et de la surveillance, l'exploitant divise chaque installation remplissant les conditions d'allocation de quotas d'émission à titre gratuit en vertu de l'article 10 bis de la directive 2003/87/CE en sous-installations. À cet effet, les intrants, les extrants et les émissions de l'installation sont attribués à une ou plusieurs sous-installations à l'aide d'une méthode permettant de quantifier les fractions précises des intrants, des extrants ou des émissions concernés à attribuer à chaque sous-installation.
<b>Constats :</b> Lors de la visite l'exploitant a expliqué que plusieurs organes de production produisaient de la chaleur sous forme d'eau chaude, donc de la chaleur, mesurable sans avoir été considérés comme faisant partie de la sous-installation chaleur. C'est le cas pour l'atelier V70 (réalisation d'une attaque acide), la chaudière de la cuve de stéarine, ou le chauffage des bureaux. Par conséquent, le découpage de l'installation n'est pas cohérent avec la réalité de l'installation : l'exploitant devra le revoir et mettre son PMS à jour.  L'exploitant a également expliqué que la housseuse alimentée au gaz n'était plus utilisée. L'appareil TR5 également alimenté au gaz n'est plus en fonctionnement depuis 10ans.  Il a été constaté que des compteurs gaz sont installés pour mesurer les débits de consommation pour les appareils Noris 1, Noris 2, JOD, TR5, Aerofall et la chaudière des bureaux. L'exploitant est donc en mesure de déterminer les quantités de combustible consommées par chacune des sous-installations.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Sources de données

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 19/12/2018, article Règlement 2019/331 article 7 + ANNEXE VII point 4.4 / 4.5 / 4.6)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, SEQE – Activité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 7-principe de surveillance  1. Les exploitants obtiennent des données exhaustives et cohérentes et veillent à l'absence de double comptage et de chevauchement entre les sous-installations. Les exploitants appliquent les méthodes de détermination énoncées à l'annexe VII, font preuve de la diligence appropriée et utilisent des sources de données représentant le plus haut degré d'exactitude possible conformément à la section 4 de l'annexe VII. [...]
<b>Constats :</b> Dans le plan méthodologique de surveillance des niveaux d'activité, le niveau de méthode 4.4 b) est renseigné pour la détermination de l'apport de combustible de l'installation. Le niveau de méthode 4.4 a) est quant à lui indiqué pour la détermination de l'apport de combustible de la sous-installation chaleur mesurable. Lors de l'inspection il a été constaté que les quantités de combustible consommées par les différentes sous-installations, ne sont pas mesurées au moyen d'instruments de mesure placés sous contrôle de l'exploitant comme le niveau (4.4b) l'indique pourtant dans le plan méthodologique de surveillance. En effet, l'exploitant n'effectue pas de contrôle métrologique sur les débitmètres

des conduits gaz servant à quantifier les quantités de combustibles consommées. D'autres part, les deux sous-installations consomment toutes les deux du gaz (4.4a). Leurs consommations respectives ne peuvent se déterminer par l'unique moyen du compteur général de gaz de l'installation.

Par conséquent, les niveaux de méthode indiqués par l'exploitant dans son PMS version 3, ne sont pas cohérents avec la réalité de l'installation.

L'exploitant a expliqué que le niveau d'activité de la sous-installation chaleur mesurable est calculé à partir de la consommation de combustible et de son PCI sans prendre en compte le rendement des chaudières. Le calcul est donc le même que pour le niveau d'activité d'une sous-installation combustible et ne permet pas d'établir la quantité de chaleur mesurable produite. Par conséquent, le calcul est incorrect. Dans le PMS version 3, l'exploitant indique les niveaux de méthode 4.5.b) (les valeurs données par des instruments de mesure placés sous le contrôle de l'exploitant) pour la quantification des flux de chaleur mesurable de l'installation. Or, L'exploitant ne mesure pas de chaleur, la méthode de calcul et le niveau de méthode déclarés ne sont pas cohérents.

L'exploitant doit revoir ses méthodes de détermination de niveau d'activité pour la chaleur mesurable. Il devra également revoir les niveaux de méthode déclarés dans le PMS et transmettre les demandes dérogation associées le cas échéant.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet